



Région Centre

---

CONSEIL RÉGIONAL

---

GROUPE COMMUNISTE

---

*Jean-Michel BODIN*

*Président du Groupe*

## DÉCLARATION

### **Contrat Première Chance : l'emploi n'est pas une chance, c'est un droit**

La proposition vient d'être faite par la candidate socialiste à l'élection présidentielle de mettre en place un "Contrat Première Chance pour l'emploi", dès juin 2007.

S'adressant à 190 000 jeunes sans qualification, ce contrat s'appuie sur l'expérience des emplois-tremplins et concerne les entreprises commerciales et artisanales de moins de 10 salariés.

Le coût annoncé d'une telle mesure serait de l'ordre d'un milliard d'euros par an, salaires et charges, totalement assumés par l'État et les régions, pendant un an.

Rien n'obligera les employeurs à embaucher en CDI en fin de contrat.

#### Première remarque :

Alors que la question de la démocratie participative est venue dans la campagne électorale, il aurait été raisonnable de consulter les majorités qui dirigent les régions à propos de cette mesure.

#### Deuxième remarque :

Une fois encore, les employeurs vont disposer d'une main d'œuvre gratuite, les contribuables des régions et du pays paieront la facture. Comme il n'existera pas de contrainte pour prolonger les contrats en CDI, il y a fort à parier que les employeurs profiteront de l'effet d'aubaine.

#### Troisième remarque :

Le montant annoncé d'un milliard d'euros pour 190 000 jeunes ne laisse espérer qu'une dépense de 5263 euros par an et par emploi, ce qui est très loin du SMIC actuel.

#### Quatrième remarque :

Commencer dans la vie par un contrat dont l'aspect précaire est évident, c'est ce que la jeunesse a rejeté dans son combat victorieux contre le CPE. Baptiser un tel contrat de "Première Chance" est par ailleurs choquant. En effet, l'emploi n'est pas une chance, même le premier ! Constitutionnellement, l'emploi est un droit.

Le CPC ne sera jamais qu'un dispositif supplémentaire dans la liste des nombreux moyens de développer la précarité dans notre pays. Il n'est pas étonnant que ce CPC suscite déjà scepticisme, inquiétude et rejet de la jeunesse et de ses organisations.

Ce n'est donc pas avec une telle mesure que l'on peut penser agir en faveur de l'emploi des jeunes.

**Jean-Michel BODIN**  
**Président du Groupe Communiste**